



CHILLY-MAZARIN

Accusé de réception en préfecture
091-219101615-20220328-D222803-13-DE
Date de télétransmission : 01/04/2022
Date de réception préfecture : 01/04/2022

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION PARIS-SACLAY

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU LUNDI 28 MARS 2022

Nombre de membres

en exercice : 35

Présents : 23

Représentés : 11

Absent : 1

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-huit mars à vingt heures, le Conseil Municipal de CHILLY-MAZARIN, dûment convoqué par la Maire, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Madame Rafika REZGUI, Maire.

PRÉSENTS : MME REZGUI, MAIRE, M. LACAMBRE, MME GY, M. PROPONET, MME LOYAU, M. CRUSE, MME GREMION, M. JANUS, MMES RICCIARELLI, LE PALUD ; ADJOINTS ; MM. SERRES, HAMONIC, MMES BOUGE, MICHON, M. SOUSA, MME YENKETRAMDOO, MM. PAUDELEUX, RICCARDI, FERYN, MM. BOUCHE, RIBEIRO-CAPITAO, MMES LEANZA, BERNIER, FORMANT LA MAJORITE DES MEMBRES EN EXERCICE.

REPRÉSENTÉS :

M. DELIANCOURT	POUVOIR A M. PROPONET
MME NAOUM-GHAZIEFF	POUVOIR A M. LACAMBRE
MME MORIEZ	POUVOIR A MME YENKETRAMDOO
M. POLICE	POUVOIR A MME GREMION
M. BOUKOUNA	POUVOIR A MME GY
M. DEBBI	POUVOIR A MME RICCIARELLI
MME HADJIAT	POUVOIR A M. JANUS
MME TERRINE	POUVOIR A M. CRUSE
MME CINOSI GIRARD	POUVOIR A M. BOUCHE
MME LACARRIERE-FARGES	POUVOIR A MME BERNIER
M. RODRIGUES	POUVOIR A MME LEANZA

ABSENT : M. LEBAS

Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame **Dany LOYAU** ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

D222803-13

Tarifs communaux – abrogation des majorations de redevances pour occupation sans droit ni titre du domaine public.

OBJET : TARIFS COMMUNAUX – ABROGATION DES MAJORATIONS DE REDEVANCES POUR OCCUPATION SANS DROIT NI TITRE DU DOMAINE PUBLIC.**RAPPORTEUR : DOMINIQUE LACAMBRE****NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE**

Par délibération n° D 191912-13.2 du 19 décembre 2019, portant fixation des tarifs communaux 2020 – communication et évènementiel - la Commune de Chilly-Mazarin a adopté un tarif pour les occupations du domaine sans droit ni titre.

Plus précisément, cette délibération fixait le tarif d'occupation du domaine comme suit :

- Occupation sans droit ni titre du domaine public : la redevance est égale à la redevance pour occupation prévue pour l'occupation légitime, majorée de 50 %. (...)
- Occupation sans droit ni titre du domaine public après une occupation légitime : pour les 6 premiers mois, la redevance est égale à la redevance pour occupation prévue pour l'occupation légitime. Elle est majorée de 25 % pour les six mois suivants et de 50 % par la suite.

Cependant, le conseil municipal ne saurait légalement instituer une pénalité à l'égard des occupants sans droit ni titre (Cour Administrative d'Appel de Nancy, 28 nov. 1991, requête n° 91NC00230, Prouvoveur).

Conformément aux dispositions de l'article L. 243-2 du Code des relations entre le public et l'administration, l'administration est tenue d'abroger expressément un acte réglementaire illégal ou dépourvu d'objet.

Ainsi, il est proposé d'abroger les majorations de pénalités pour les occupations sans droit ni titre, qu'elles soient consécutives ou non à une occupation légitime.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de son rapporteur :

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2122-21 et L.2121-22, relatifs aux attributions exercées par le Maire au nom de la commune sous le contrôle du Conseil Municipal,

VU l'article L. 243-2 du Code des relations entre le public et l'administration relatif à l'abrogation des actes réglementaires illégaux,

VU la délibération n° D2113112-2 du 13 décembre 2021 portant fixation des tarifs communaux 2022 et des taux de participation,

VU l'avis de la Commission des Finances du 22 mars 2022,

CONSIDERANT l'illégalité des pénalités appliquées aux occupants sans droit ni titre,

CONSIDERANT l'obligation d'abroger les actes réglementaires illégaux,

D É L I B È R E

ARTICLE UNIQUE : ABROGE les majorations tarifaires prévues à l'annexe de la délibération n° D2113112-2 du 13 décembre 2021 portant fixation des tarifs communaux 2022 et des taux de participation pour les occupations sans droit ni titre, qu'elles soient consécutives ou non à une

occupation légitime, et **FIXE** ces redevances à celles pour occupation prévues pour l'occupation légitime.

Accusé de réception en préfecture
0042101042022000010055
Date de télétransmission : 01/04/2022
Date de réception préfecture : 01/04/2022

Résultat du vote : UNANIMITE

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Extrait certifié conforme.

Chilly-Mazarin, le 28 mars 2022

**La Maire
Rafika REZGUI**

